

COMMUNIQUE DE L'USP du 23 mai 2022

Appel à « voter pour » aux législatives

Face à la crise de la psychiatrie et de la crise du soin en général en France, désertification médicale et effondrement hospitalier en tête ; au regard du mépris obtenu en réponse aux vastes mouvements de grève de services d'urgences et d'hôpitaux psychiatriques notamment ; face à la gestion catastrophique de l'épidémie Covid-19, et du cynisme du Ségur ; que pouvons-nous attendre de ce qui arrive ?

Un nouveau gouvernement, voulu par le président réélu pour un second mandat, se met en place. Elisabeth Borne, ancienne ministre du Travail, vient d'en être nommée Première ministre. Son bilan provisoire : marche forcée vers la privatisation du rail, acharnement contre les chômeurs, prises de position antisociales sur le SMIC et la retraite...

Qui peut se méprendre sur le rôle qui lui sera dévolu ? Elle se bornera à un travail de sape [t.i.n.a.esque](#), dans la fort droite lignée du président Macron, lui-même à la manœuvre depuis sa prise de poste à Bercy, il y a huit ans déjà.

Inaction écologique, enterrement du droit du travail, destruction de nos biens communs à tous, les services publics (destruction déjà bien avancée de [l'hôpital agonisant](#), celle de l'école en ligne de mire)... Une politique vouée avec succès à l'enrichissement des plus riches, au prix somme toute bien supporté de l'appauvrissement des plus pauvres. Faut-il vraiment se résigner à se reprendre une telle potion pour les cinq prochaines années ?

Frustrant 24 avril, blême répétition maladroite du 2^e tour de 2017, et plus loin encore de 2002, ne permettant aucunement de trancher les grandes questions sociales qui agitent ce pays, tandis que pas une de nos voix n'allait se tourner vers le [piège mortel de l'extrême-droite](#) !

Mais à défaut d'avoir vu advenir (de justesse !) une autre voie possible à ces élections présidentielles, nous redécouvrons à présent que face à l'hyperprésidentialisme de notre époque, un contre-pouvoir parlementaire est encore possible.

L'occasion nous est donc donnée très prochainement d'aller à la rencontre d'un nouveau premier tour, celui des élections législatives le 12 juin, et par là-même de concourir à l'avènement peut-être d'un gouvernement d'une toute autre orientation, comme un juste retour de balancier vers le mouvement progressiste, qui n'a plus été à l'œuvre dans ce pays depuis vingt-cinq ans, une génération entière !

L'occasion encore de voter, nombreux et en force, *pour* un programme de solidarité, lorsque voter *contre*, faire barrage, ne suffit plus. Car en face, nombreux seront là également pour rappeler l'adage de leurs sinistres aïeux : « plutôt Hitler que le front populaire ».

En ce qui concerne la psychiatrie : défections en cascade, hémorragie du personnel, postes non pourvus par dizaines dans chaque établissement et chaque corps de métier... Le constat est là, écrasant : il ne s'agit plus maintenant seulement de la question des moyens financiers, mais de celle du sens du soin en psychiatrie. Se guérir du poison technocratique néomanagérial inlassablement administré depuis des dizaines d'années, réinventer le soin psychique par la relation humaine, à l'instar de ce que proposent les récentes [assises citoyennes du soin psychique](#), promouvoir encore et toujours la [politique de secteur](#). Nous nous y attellerons quelle que soit l'idéologie au pouvoir. Mais qu'il nous soit permis de penser et de dire que la tâche sera moins ardue si c'est une force progressiste qui s'y trouve.

Jérémy Marquet, membre du Conseil National de l'USP
Delphine Glachant, présidente de l'USP